

Brochure n° 3081

**Conventions collectives nationales**

**INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX**

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

---

**ACCORD DU 23 OCTOBRE 2008**

**RELATIF AUX SALAIRES AU 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2008**

**(ILE-DE-FRANCE)**

**NOR : ASET0851259M**

**IDCC : 87**

---

Entre :

L'UNICEM Ile-de-France,

D'une part, et

La fédération céramique, carrières, matériaux CGT-FO,

D'autre part,

Se référant :

- à la convention collective nationale du 22 avril 1955 relative aux conditions de travail des ouvriers des industries de carrières et matériaux de construction ;
- à l'accord national de salaires du 21 février 1957, notamment à son article 6 qui prévoit l'établissement d'annexes régionales ;
- ainsi qu'à l'accord national du 23 janvier 1992 portant sur les salaires minimaux des ouvriers,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Salaires minimaux garantis*

Les salaires horaires minimaux garantis des ouvriers ne pourront être inférieurs aux montants suivants.

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
OM	120	8,71
OS 1	130	8,87
OS 2	140	8,95
OS 3	150	9,05
OQ 1	160	9,17
OQ 2	170	9,38
OQ 3	185	9,73
OHQ	200	10,16
Chef d'équipe	225	10,60

Les salaires minimaux garantis n'ont aucune influence sur la prime d'ancienneté, qui reste calculée sur les salaires minimaux de qualification.

Le salaire mensuel minimum garanti est déterminé en multipliant le taux horaire tel que défini ci-dessus, par l'horaire mensuel collectif appliqué par l'entreprise.

## Article 2

### *Salaires minimaux de qualification*

Les salaires minimaux de qualification servant de base au calcul de la prime d'ancienneté sont les suivants :

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
OM	120	5,04
OS 1	130	5,12
OS 2	140	5,24
OS 3	150	5,41
OQ 1	160	5,59
OQ 2	170	5,85
OQ 3	185	6,37
OHQ	200	6,89
Chef d'équipe	225	7,75

## Article 3

Conformément aux clauses de l'article 4 de l'accord national du 21 février 1957, les salaires minimaux garantis déterminés à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus comprennent tous les avantages en nature ou autres accordés sous

forme de primes ou toute autre dénomination que ce soit y compris l'indemnité différentielle de réduction du temps de travail. Seules doivent être payées en plus de ces salaires minimaux :

a) Les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;

b) Les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres et pénibles ;

c) Les majorations pour heures supplémentaires ;

d) Les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes ;

e) Les primes d'ancienneté et d'assiduité et les primes de vacances ;

f) Les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

#### **Article 4**

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises du fait du présent accord est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis fixés à l'article 1<sup>er</sup>, et de calculer les primes d'ancienneté conformément aux bases fixées à l'article 2.

#### **Article 5**

*Date d'effet*

Le présent accord entre en vigueur au 1<sup>er</sup> novembre 2008.

#### **Article 6**

*Champ d'application professionnel*

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 22 avril 1955.

#### **Article 7**

*Champ d'application territorial*

Le présent accord s'applique dans les départements ci-après :

- Paris ;
- Essonne ;
- Hauts-de-Seine ;
- Seine-et-Marne ;
- Seine-Saint-Denis ;
- Val-de-Marne ;
- Val-d'Oise ;
- Yvelines.

#### **Article 8**

*Adhésion*

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle où il aura été déposé.

Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

### **Article 9**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Paris, le 23 octobre 2008.

(Suivent les signatures.)